

CRISE DE L'ECONOMIE DE PLANTATION ET MODIFICATION DU PAYSAGE AGRAIRE DANS L'ANCIENNE BOUCLE DU CACAO: L'EXEMPLE DE DAOUKRO

Aloko-N'guessan Jérôme

Directeur de Recherches en Géographie,
Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

Djako Arsène

Maître de Conférences en Géographie,
Université Allassane OUATTARA, Bouaké Côte d'Ivoire

N'guessan Kouassi Guillaume

Doctorant, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

Abstract

The former cocoa Belt has been almost for two centuries the main area production area of cocoa and coffee in Côte d'Ivoire. Today with the crisis of coffee and cocoa, that area is in full agricultural property transfer due to the introduction of per durable culture and the development of the rice culture. The goal of this study is to seize the change of land reform of Daoukro following by the crisis of coffee and cocoa. The investigation led near some peasants of Daoukro and the documentary research show that the degradation of ecological condition and the resignation of State in that agricultural sector have brought the drop of acres of coffee and cocoa and the fall of production. In some time, we observe more and more rising in agricultural land new durable culture (rubber tree, Cashew tree, palm tree) and the parcel of rice that participates to the total change of agricultural land and the change of exploitation system and social relation in Daoukro.

Keyword: Former Cocoa Belt - Daoukro - crisis - Farming economy - Land modification - Social changes

Resume

L'ancienne Boucle du cacao, a été pendant près de deux décennies la principale zone de production de café et de cacao en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, avec la chute de ces deux produits, cette région est en pleine mutation agricole du fait de l'introduction de nouvelles plantes pérennes et

du développement de la culture du riz. L'objectif de notre étude est d'appréhender les modifications du paysage agraire en cours à Daoukro. L'enquête menée dans cette localité et la recherche documentaire révèlent que la dégradation des conditions écologiques et la démission de l'Etat du secteur agricole ont entraîné le recul des superficies et la chute des productions de café et de cacao. Dans le même temps, l'on observe une présence de plus en plus croissante dans le paysage agraire des plantations d'Hévéa, de Palmier à huile, d'Anacarde et des parcelles de riz qui participent à la transformation du paysage agraire ainsi qu'à la modification des systèmes d'exploitation et des rapports sociaux.

Mots clés: Ancienne boucle du cacao-Daoukro-Crise-Economie de plantation-Modification agraire-Transformations sociales

Introduction

La Boucle du Cacao est selon C. BENVENISTE (1974), la localité située au Centre-Est de la Côte d'Ivoire. Elle comprend les sous – préfecture d'Arrah, de Bocanda, de Bongouanou, de Daoukro, de Dimbokro, de M'Bahiakro, de M'Batto, de Ouéllé et de Prikro. La sous-préfecture de Kouassi-Kouassikro pourtant assez proche de la boucle a été écartée⁶. Cette région appartient dans sa majeure partie au domaine forestier, qui s'étend du 5^e degré de latitude nord en bordure de la côte du golf de guinée au 8^e degré de latitude nord à l'orée de la savane. Cet espace correspond à quelques modifications près à l'actuelle région du N'Zi Comoé organisée par la loi n° 2001- 476 du 9 août 2001 et intègre dans son espace la sous-préfecture de Kouassi-Kouassikro. Dans cette région, l'introduction de la culture du café et du cacao a donné lieu à une intense activité agro-économique. La boucle du cacao se situait selon Yapi AFFOU et Kouadio TANO (1988) en tête des superficies et des productions de café et de cacao en Côte d'Ivoire. Cette région enregistrait respectivement 22% et 28% des superficies de café et de cacao jusqu'en 1968. Les productions étaient de l'ordre de 28% du total national pour les deux produits jusqu'en 1969. Ces cultures assurent depuis longtemps des revenus importants à l'Etat, puisqu'elles représentent selon le Ministère de l'Economie et des Finances (2007) 40% des recettes d'exportation du pays.

⁶ - Kouassi-kouassikro est selon J.P. TROUCHAUD (1968), une localité située toute entière en zone de savane. Elle a une production caféière très faible, une production cacaoyère nulle, une infrastructure routière médiocre et par conséquent une activité de transport très minime. Elle tend plus naturellement à s'orienter vers la région de Bouaké que vers la boucle. Alors que Prikro, plus éloignée de la boucle, dépend beaucoup plus étroitement du réseau routier de celle-ci pour ses relations extérieures.

Cette prospérité économique a longtemps reposé selon BENVENISTE (op. Cit 1974) sur de nombreuses conditions écologiques favorables surtout dans la partie ouest de la boucle à proximité du fleuve Comoé ; où les conditions de sol et de pluviométrie selon DIAN BONI (1978) sont satisfaisantes pour l'épanouissement des plantes tropicales comme le café et le cacao. Ces conditions naturelles avaient permis à la région d'enregistrer selon YAPI AFFOU et KOUADIO TANO (1988) les plus fortes migrations de populations en Côte d'Ivoire, contribuant ainsi à créer une main d'œuvre importante au service des plantations de café et de cacao en forte expansion dans la région. En quelques années, la Boucle du Cacao était devenue un eldorado pour de nombreuses populations pour qui DIAN BONI (1994) expliquait que :

« il suffisait de récolter 10 tonnes de café pour ramasser la somme de 2 000 000 F CFA brut, soit environ 1 200 000 à 1 500 000 F CFA net ».

Cependant, depuis quelques années, la boucle du cacao connaît une situation inverse consécutive à la dégradation des conditions qui ont prévalu à l'introduction du café et du cacao. Tant les superficies que les productions ont fortement chuté, faisant perdre à la Boucle son rôle de première région productrice de café et de cacao en Côte d'Ivoire depuis la fin de la décennie 1970. Le déclin de l'économie caféière et cacaoyère s'en est suivi d'une réorientation des migrants étrangers comme le soulignent YAPI AFFOU et KOUADIO TANO (1988), mais également, il a suscité des solutions alternatives dans les différentes localités de cet ensemble qu'il convient de désigner aujourd'hui sous le nom d' "ancienne Boucle du Cacao". L'on observe dans l'ensemble de la boucle une transformation de l'agriculture avec l'introduction de nouvelles plantes pérennes (Hévéa, Palmier à huile, Anacarde) en réponse à la crise du café et du cacao. A cet effet, les transformations en cours à Daoukro ont retenu notre attention. En effet, à l'intersection de la savane et de la forêt, le département de Daoukro offre l'avantage d'analyser mieux que les autres départements les transformations en cours dans l'ancienne boucle du cacao. Avec le recul du café et du cacao, c'est le département qui a enregistré les plus forts taux d'ouvertures de plantation d'hévéa (95%) et de palmier (76,82 %) et surtout une présence remarquable de l'anacardier dans le paysage agricole (Rapport annuel Projet Vallée du Comoé, 2000). De même, c'est le département où les mouvements de populations ont été les plus significatifs dans l'ensemble de la Boucle du Cacao. Les taux de croissance de la population sont passés de 7,71% sur la période 1955-1975 à respectivement -0,8% et 2,5% pour les périodes 1975-1988 et 1988-1998 contre respectivement 7,13%, 0,2% et 0,9% sur la même période pour Bongouanou (département qui enregistrait les plus grandes productions de café et de cacao de la Boucle). Ainsi, le choix de Daoukro pour cette étude devrait permettre de répondre à la question

suivante : comment se présente le paysage rural de Daoukro suite à la crise du café et du cacao ? Quels sont les facteurs de la crise du café et du cacao à Daoukro ? Quelles sont les cultures responsables de la modification du paysage agricole à Daoukro ? Quels sont les transformations sociales induites par l'introduction de ces nouvelles cultures ? Telles sont les interrogations que cet article se propose de répondre.

Methodologie

L'objectif principal de cet article est d'appréhender les modifications du paysage agricole de Daoukro suite à la crise du café et du cacao. L'atteinte de cet objectif nous a conduits à mener une enquête auprès d'un échantillon de villages et de paysans choisis selon plusieurs critères. Le statut administratifs, la taille de la population et les types de cultures exercés par les paysans ont permis d'identifier quatre (4) villages par sous- préfecture⁷ ; ce qui donne un total de douze (12) villages que sont les localités de Agni assikasso, Dadiékro, N'gattakro, N'tèklèfè, Kouakoussèkro, Assokro, Ouéllé koumanou, Dagou N'gattakro, Samanza, Kokossou, Ettien kouadiokro et Koffikro. Quant aux paysans interrogés, leur choix a été fait en tenant compte de plusieurs autres critères. Dans un premier temps, leur nombre a été déterminé en retenant 10% du total des ménages de chaque village à enquêter. Ensuite les critères concernant la qualité de planteur de café/cacao, la qualité de planteur de nouvelles cultures (Hévéa, Palmier à huile, Anacarde), le sexe et l'âge du paysan ont été nécessaires à la constitution de notre échantillon de population à enquêter. Au total, 108 paysans ont été soumis à notre questionnaire qui a porté sur l'évolution de la culture du café et du cacao chez les paysans et la place des nouvelles cultures dans leurs activités.

I – Les facteurs de l'effondrement de l'économie cacaoyère et caféière à Daoukro

Les facteurs de la crise de l'économie de plantation à Daoukro sont nombreux et variés. Nous en avons retenus trois (3) dans le cadre de cette étude. Il s'agit de la dégradation des conditions pluviométriques, des pratiques et techniques agricoles traditionnelles fortement destructrices du couvert végétal et enfin l'arrêt des opérations étatiques en faveur du monde rural, notamment en faveur des producteurs de café et de cacao.

⁷ - Selon le RGPH, 1998, le département de Daoukro compte trois (3) sous-préfectures dont Daoukro, Ouéllé et Ettrokro.

1 - La dégradation des conditions pluviométriques

AVENARD J. M et al (1971) précisent que le département de Daoukro est compris entre les isohyètes 1100 et 1600 mm, des hauteurs de pluies qui selon DIAN Boni (1978) sont assez suffisante pour l'épanouissement des plantes de caféier et de cacaoyer. En effet, il explique que le caféier, plante relativement hygrophile a besoin d'une pluviométrie moyenne annuelle de 1500 mm étalés sur huit (8) mois en culture sans irrigation. De même, le cacaoyer exige un minimum de 1500 mm de pluies par an. Il peut cependant végéter correctement avec 1100 et 1200 mm dans les régions à sols riches et profonds comme c'est le cas dans cette région. De plus, le taux d'humidité dans la région se maintient pendant la majeure partie de l'année au-dessus de 80%. Cela est une condition tout aussi importante dans la mesure où le caféier et le cacaoyer exigent une humidité atmosphérique élevée. L'optimum doit se situer autour de 85%. Elle est surtout souhaitable lorsque l'eau utilisable du sol devient insuffisante. Le maintien de cette moyenne pluviométrique a permis à ces deux cultures de végéter correctement durant de longues années jusqu'à la seconde moitié de la décennie 1970. Cependant, avec l'irrégularité de la pluviométrie observée depuis longtemps et surtout la baisse des moyennes annuelles (figure 1) en deçà du minimum exigé par les plantes de caféiers et de cacaoyers, les localités de l'ancienne Boucle du Cacao connaissent de nombreuses difficultés à maintenir les cultures de café et de cacao.

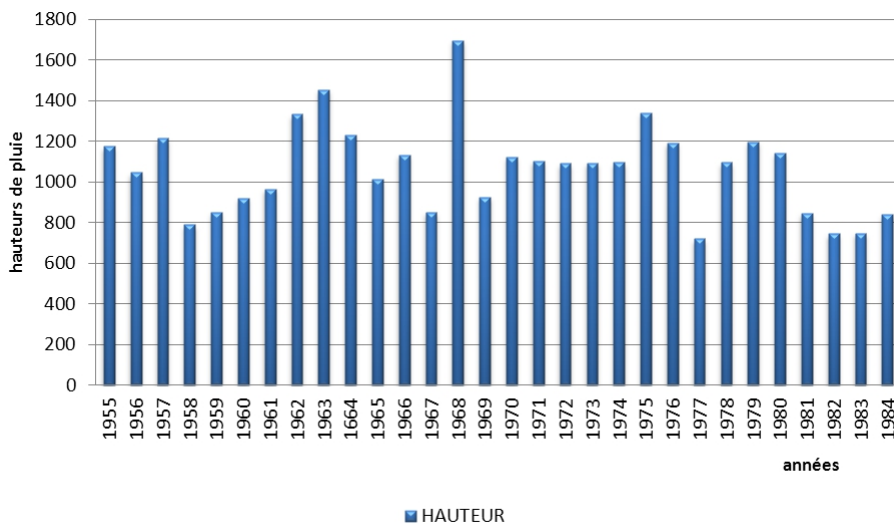


Figure 1: Evolution de la pluviométrie de Daoukro de 1955 à 1984
(Source : ANAM, 1950-1983)

De même les hauteurs de pluies par tranche de 5 ans ont constamment baissé en passant de 1247 mm pour la période 1960-1964

(hauteur suffisante) à 990 mm pour le quinquennat 1980-1984 (hauteur insuffisante pour les cultures de café et de cacao). Egalement, KANOHIN Fulvie et al. en 2009 ont constaté que la pluviométrie moyenne des quatre (4) mois les plus pluvieux (mars à juin) par tranche de 10 ans pendant cinq (5) décennies à la station de Daoukro a connu une diminution progressive des pics pluviométriques.

2 - Des systèmes agricoles responsables de la destruction du couvert végétal

Les pratiques et techniques agricoles en cours dans la région sont responsables du recul de la forêt mésophile à Daoukro. En effet, comme l'explique LÉONARD (1993), l'avènement de l'économie de plantation dans les zones forestières de Côte d'Ivoire et particulièrement dans la Boucle du Cacao à contribué à créer de nouveaux systèmes d'exploitation. Cela consiste à marquer l'appropriation du sol par la plantation dans un contexte de forte concurrence et en l'absence de code foncier afin de maximiser la productivité du travail. A ce niveau AFFOU et TANO (1988) expliquent que l'accès à la terre dans la Boucle du cacao obéissant aux règles coutumières et donnant à tout autochtone un droit de jouissance sur le domaine foncier villageois, sans aucune contrepartie ni possibilité d'aliénation de la terre, l'introduction du café et du cacao cultures pérennes, contribua à l'instauration et à la consolidation de la propriété individuelle. La course à la forêt qu'elle engendra permit non seulement un accroissement des superficies cultivées mais surtout un gaspillage de la forêt. Or, il apparaît clairement dans la théorie de la "rente forêt" développée par RUF (1995) que la forêt apporte des avantages à l'agriculture. Ceux-ci expliquent le système universel de "culture itinérante" souvent accusé de déforestation. Alors que son principe originel dépend au contraire de la régénération. Loin d'être un seul avantage de fertilité du sol, la forêt empêche la prolifération des adventices et des insectes. Elle constitue un facteur d'humidité et limite l'effet du vent et de l'érosion, etc. Ces privilèges sont systématiquement perdus dès lors qu'on se trouve dans une région totalement déforestée. La mise en culture d'une plantation de cacaoyer, par exemple, ne peut donc se faire que sur une parcelle nouvellement déforestée. Dans un tel processus, les paysans sont donc obligés, pour augmenter leur production ou renouveler les anciens vergers, d'être en perpétuel déplacement vers les fronts de défrichement.

D'autres actions ont contribué à faire disparaître le couvert forestier de Daoukro, mettant en péril la culture du café et du cacao. Il s'agit notamment des feux de brousse qui sont souvent provoqués par des techniques culturelles sur brûlis et des parties de chasse baptisées "N'gbê" en langue Baoulé. Ces feux de brousse interviennent très régulièrement pendant la saison sèche (Décembre à mi-mars) où les feuilles asséchées des

plantes et des herbes sont très vulnérables, même aux mégots de cigarettes. Pour de nombreux paysans, la crise agricole qui sévit dans leur région est aussi le fait de la grande sécheresse de 1983 et du feu de brousse gigantesque qui s'en est suivi.

Enfin, l'industrie du bois a fortement contribué à détruire le couvert végétal à Daoukro. Avec l'ouverture de l'exploitation des essences forestières dans cette région autorisée par les autorités gouvernementales dans le cadre du projet Vallée Comoé, les grands arbres autrefois indispensables à une pluviométrie abondante et à la protection des sols contre les effets dégradants de l'érosion seront abattus.

En somme, il faut retenir que la disparition du couvert forestier pourtant indispensable à la réalisation des conditions écologiques nécessaires à la culture du café et du cacao a contribué à faire reculer ces deux cultures à Daoukro.

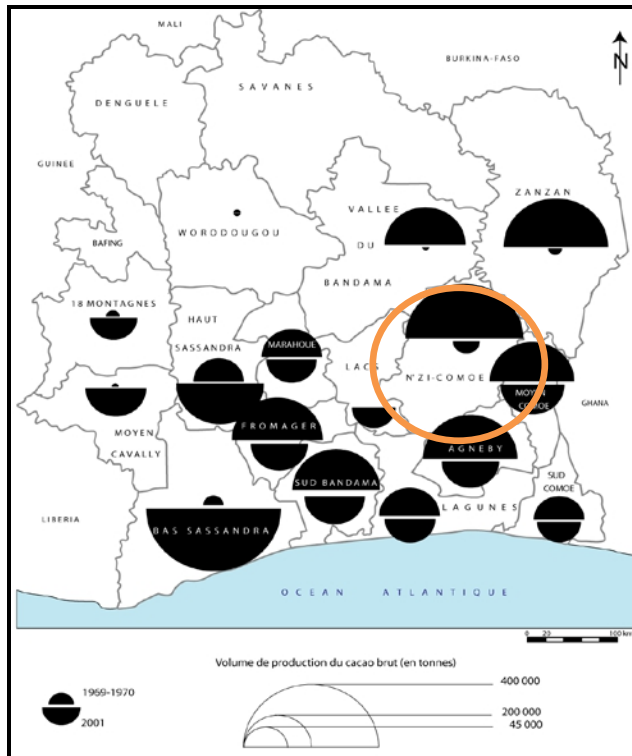
3 - La démission de l'Etat ou l'arrêt des opérations de soutien au monde paysan

La fin des opérations étatiques en faveur du monde paysan fait suite à la crise économique des années 80 qui a contraint l'Etat de Côte d'Ivoire à se soumettre à des programmes de redressement économique dictés par les institutions de Breton Wood dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). En effet, dans le cadre de la modernisation de l'agriculture en vue de favoriser le développement économique de la Côte d'Ivoire, l'Etat a mis en place plusieurs structures parmi lesquelles la Société d'Assistance Technique et de Modernisation de l'Agriculture (SATMACI), une société d'Etat dont les actions de lutte anti-capsides et de régénération systématiques des plantations de cacaoyers et de caféiers avait connu un franc succès de 1960 à 1964 selon (HAUHOUOT, 2002). Il explique que le bilan de la SATMACI a été très profitable. On lui doit l'amélioration sensible de la qualité de vie des paysans, l'accroissement des rendements qui sont passés à 350 kg/ha et parfois 500 kg/ha ; le rajeunissement du verger, etc. Ces améliorations ont permis à la Côte d'Ivoire selon DIAN Boni (1982) de se hisser au rang de premier producteur mondial de cacao à partir de 1978. Mais, avec la crise économique de 1980, l'Etat sera contraint de mettre fin à ce programme qui a fait le bonheur des paysans. Selon les PAS, l'Etat devrait se désengager des secteurs de production et faire appel de plus en plus au secteur privé en vue de la relance économique. Or, depuis la suspension des opérations conduite par la SATMACI en 1984, l'avènement du secteur privé se fait toujours attendre et la situation des paysans et de leur plantation s'est profondément détériorée depuis cette date. Car pour les paysans, l'action de l'ANADER reste en deçà de ce qu'a été la SATMACI.

Quel est le résultat de tous ces changements sur les cultures de café et de cacao dans l'ancienne boucle du cacao ?

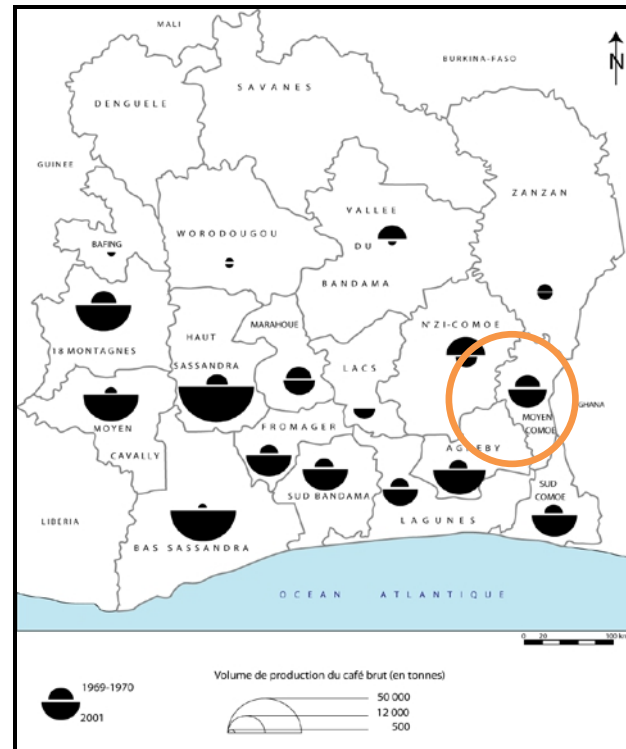
Il est important de retenir que l'action conjuguée de tous ces facteurs ont entraîné la chute des superficies et des productions tant à Daoukro que dans l'ensemble de l'ancienne Boucle du Cacao. AFFOU et TANO (op. cit) indiquaient que la boucle du Cacao était la première région de culture de cacao et de café avec une part oscillant entre 22 et 28% des surfaces totales de cacaoyers cultivées en Côte d'Ivoire de 1950 à 1968 et 12 à 22% des superficies de caféiers entre 1950 et 1957. Les productions de cacao sont passées de 22% pour la campagne de 1969-1970 à 0,41% de la production nationale pour la campagne 2006-2007 et de 17,81% à 0,53% pour le Café (D.S.R.E.A - 1976/1977 ; BCC - 2008). Les figures suivantes permettent d'observer le déclin de la production de café et de cacao dans l'ancienne boucle du cacao.

Figure 2: Comparaison des productions régionales de cacao (campagne 1969-1970 et campagne 2001)



Dessin : L@ba Conception : N'GUESSAN K. G.
Source : Les statistiques agricoles, 1969-1970 et RNA 2001

Figure 3: Comparaison des productions régionales de café (campagne 1969-1970 et campagne 2001)



Dessin : L@ba Conception : N'GUESSAN K. G.
Source : les statistiques agricoles, 1969-1970 et RNA 2001

On observe à travers ces figures que la région autrefois appelée boucle du cacao n'est plus la principale zone de production de café et de cacao en Côte d'Ivoire. Elle a perdue cette place au profit des régions de l'Ouest et du Sud-ouest du pays. Les volumes de production de café et de cacao des campagnes 1969-1970 et ceux de 2001 présentés par les figures 2 et 3 ci-dessus témoignent de cette inversion.

A l'échelle du département de Daoukro, les superficies de café et de cacao ont considérablement été réduites chez la plupart des paysans. Notre enquête révèle que 83,3% d'entre eux n'ont plus de parcelle de caféier, alors que ceux-ci ne représentaient que 19,4% pendant la période où la production était importante dans la région. L'essentiel des superficies existantes ne dépasse pas 5ha chez les exploitants. Moins de 1% des paysans disposent aujourd'hui de parcelles de caféiers compris entre 10 et 30 ha, alors que par le passé, ceux-ci atteignaient plus de 15%. Au niveau du cacao, plus de la moitié (51,9%) des paysans n'ont plus de parcelle. Ceux qui en disposent sont moins nombreux (moins de 48%) et exploitent des parcelles beaucoup plus réduites que par le passé. Leurs exploitations sont comprises seulement entre 1 et 5 ha. La réduction des superficies a entraîné la chute des productions comme l'attestent les figures suivantes.

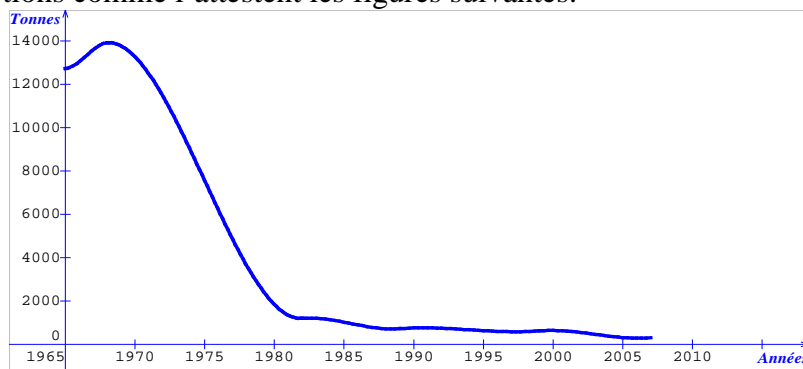


Figure 4: Evolution de la production de café à Daoukro de 1964 à 2007

Source : Ministère de l'Agriculture, les séries statistiques agricoles (1964 à 2007).

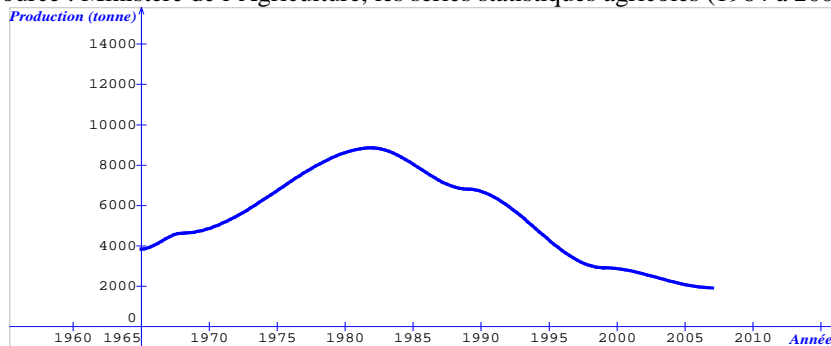


Figure 5: Evolution de la production de cacao à Daoukro de 1964 à 2007

Source : Ministère de l'Agriculture, les séries statistiques agricoles (1964 à 2007)

Le cacao connaît une forte régression de la production à Daoukro depuis le début des années 1970. Quant au café, les productions sont en baisse constante depuis 1980.

Au total, plusieurs facteurs sont à l'origine de la crise de l'économie caféière et cacaoyère dans l'ancienne boucle du cacao et singulièrement à Daoukro. Les perturbations climatiques associées à des pratiques agricoles fortement destructrices de l'environnement et la démission de l'Etat ont entraîné la chute de la principale activité économique des paysans et la perte de leur revenu. Cependant, dans le souci de redynamiser l'économie locale afin d'améliorer le niveau de vie des populations rurales de nouvelles plantes pérennes sont introduites dans la région. L'adoption de ces nouvelles cultures accélère le processus de transformation du paysage rural et agraire entamé par la crise du café et du cacao.

II - Les nouvelles cultures, moteur de la transformation du paysage agraire de Daoukro

A l'instar des autres départements de l'ex-Boucle du Cacao, le monde rural de Daoukro est l'objet de profondes modifications dues à l'introduction de nouvelles plantes pérennes et à l'importance de plus en plus croissante de la culture du riz chez les populations autochtones de la région. Le but est de relancer l'économie rurale et assurer des revenus satisfaisants aux paysans, qui ne peuvent plus compter sur le café et le cacao pour s'assumer économiquement. Dès lors il convient d'analyser les transformations en cours à Daoukro tant au niveau des surfaces agraires que des rapports sociaux.

1 – 1 - L'hévéa : un espoir difficile à maintenir

L'hévéaculture a connu un franc succès à Daoukro dans les débuts du projet Vallée Comoé. Environ 2510 hectares ont été ouverts de 1997 à 2000 dans le département de Daoukro, soit 90% des plantings réalisés par le projet dans l'ensemble de l'ex-boucle du cacao. (Rapport annuel du Projet Vallée Comoé). Elles représentent 69,14 % des superficies de cacao et 99,20 % de celles du café selon les statistiques de l'ANADER sur la même année. Ce succès est en grande partie le fait des cadres locaux. Cependant de nombreuses contraintes ralentissent l'expansion de l'Hévéaculture à Daoukro. Le coût de réalisation d'une plantation est très élevé. Il est estimé à environ 600 000 F CFA pour un (1) hectare. Les pauvres paysans aux moyens assez limités hésitent à s'investir dans cette culture qui nécessite beaucoup d'argent et pour laquelle les premières récoltes n'interviennent qu'après sept (7) à huit (8) ans. Ainsi, seul les cadres locaux, les fonctionnaires et quelques rares paysans sont concernés par l'hévéaculture à Daoukro.

Les feux de brousse constituent un facteur très contraignant pour l'épanouissement de l'Hévéa dans cette région où les pratiques agricoles font très souvent appel au brûlis. En effet sur près de 2642 ha de plantation, 1150 ha soit 43, 52% des superficies ont été emportées par les feux de brousse en 1999. Ce total, associé aux 493 ha (18,66%) détruits du fait des aléas climatiques et des rongeurs, et les 398 ha (15,06%) abandonnés, situe le taux de réussite de l'hévéa à 22,7%. (Monographie de Daoukro, Avril 2002).

Enfin, de nombreux litiges fonciers freinent les ambitions de nombreux jeunes (encouragés par les nouvelles chances qu'offre l'Hévéa), qui ont choisi de retourner sur les terres de leurs parents. En effet, ceux-ci fuyant la pression foncière et les incessants conflits fonciers dans les nouvelles zones de production cacaoyères, font face à la vente illicite des terres jugées impropre à la culture du café et du cacao Ces nombreuses contraintes poussent les paysans à abandonner ou à renoncer à l'Hévéaculture.

1 – 2 - Une faible présence du palmier à huile sur les sols

La culture du Palmier à huile a connu une expansion remarquable chez les populations des régions Sud de la Côte d'Ivoire. Près de 85% des superficies totales sont développées dans ces régions selon les statistiques du RNA 2001. L'avènement de cette culture à Daoukro se situe dans le cadre du projet Vallée Comoé en vue de redynamiser l'économie locale. Les nombreuses difficultés relatives à cette culture n'ont pas permis sa large diffusion. L'absence d'unité de transformation de l'huile de palme dans la région n'a pas favorisé la création de marché pour les producteurs, qui sont obligés de brader les graines de palme sur les marchés ruraux. Le manque de moyens et le déficit d'encadrement des plantations ouvertes n'ont pas permis de lutter contre les Aulacodes (Agoutis) qui ont infesté la région. Toutes ces difficultés poussent parfois les paysans à abandonner les jeunes plants dans la broussaille ou à déterrer les plants adultes pour la production de vin de palme communément appelé "Bangu". Le RNA 2001 indique qu'à l'échelle nationale, les plantations de Palmier à huile à Daoukro ne représentent que 0,83% des superficies développées. Elles occupent à peine 0,58% des cultures développées dans le département.

1 – 3 - La prédominance de l'anacardier dans le paysage agraire

Les succès enregistrés par la culture de l'anacarde dans les régions du Nord de la Côte d'Ivoire vont encourager les paysans de Daoukro appauvris par la crise du café et du cacao à expérimenter cette nouvelle plante. Commencée timidement en 1998 dans la sous-préfecture de Ouéllé à Assokro (4 ha), la culture de l'anacardier connaît depuis 1999, une évolution rapide dans la région. L'aire de culture formée par la juxtaposition de ces

jeunes plantations se situe au nord et à l'Ouest de Daoukro. Cette concentration dans l'espace découle surtout des conditions agro-climatiques. En effet, les zones Nord et Ouest de Daoukro offrent les meilleures conditions de culture de l'anacardier : pluviométrie moyenne ne dépassant pas 1200 mm/an avec une saison sèche de plus de cinq (5) mois bien marqué. (Monographie de Daoukro, Mars 2003). Cette culture s'est rependue très rapidement dans l'espace de Daoukro. Avec 0,5% des superficies développées dans le département en 1999 après le cacao, le café, l'hévéa et le palmier à huile, cette culture va profiter du coup d'Etat de Décembre 1999 qui fragilisa le projet Vallée Comoé (Hévéa et Palmier) pour s'imposer auprès des paysans. Jusqu'en 2001, l'Anacardier représentait la principale culture développée dans la région avec environ 58% des superficies développées. De plus, cette culture intéresse plus de paysans (environ 60% des paysans interrogés) que toute autre culture pérenne dans le département. Cette évolution a été possible parce que la culture de l'Anacardier est moins contraignante que les autres plantes pérennes développées dans la région. La seule difficulté soulevée par les paysans concerne le prix de la noix de cajou qui est très bas (c'est-à-dire 150 F CFA par kg). Les figures suivantes permettent de se rendre compte des changements notables dans le paysage agricole en espace de trois (3) ans.

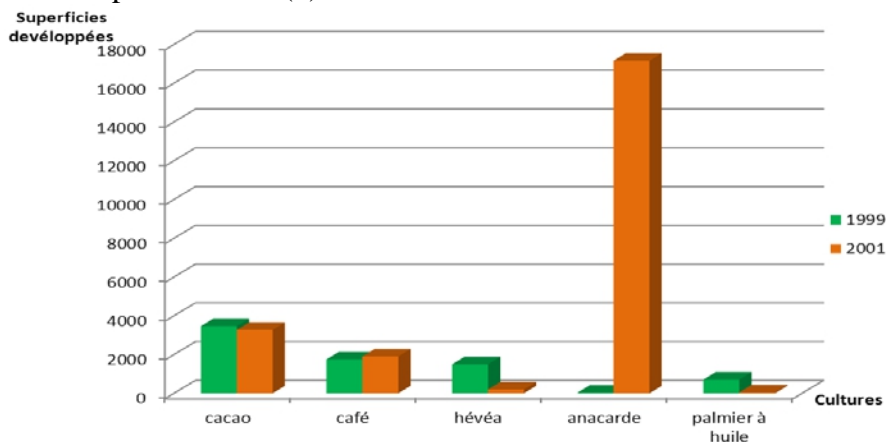


Figure 7: Répartition des superficies selon les principales cultures dans le département de Daoukro en 2001. . (Source : RNA 2001)

L'anacardier se positionne au regard des superficies développées à Daoukro, comme la principale culture de rente en 2001. Timidement accueilli par les paysans dans les débuts (1999), cette plantes est devenue au regard de la figure 7 ci-dessus, la principale culture de la région. Elle représente selon le RNA (Recensement National Agricole) 2001 environ 58% des superficies développées des cultures à Daoukro. Elle occupe les espaces autrefois réservés à la caféiculture et la cacaoculture. Ces dernières,

bien qu'encore vivace dans l'esprit de la population connaissent une régression de leurs superficies. Le café et le cacao n'occupent respectivement que 7% et 11% environ des superficies développées dans le département.

Malgré l'engouement suscité par l'hévéa et le palmier à huile, ces deux plantes peinent à s'imposer dans le paysage agricole. La réduction des superficies observée dans la figure ci-dessus est le résultat des nombreuses difficultés sus mentionnées.

1 – 4 - Le Riz, une culture vivrière en réponse à la crise de l'économie de plantation

L'introduction du riz dans cette région est le fait des allogènes employés comme manœuvres dans les plantations de café et de cacao. Pour leur besoin alimentaire les allogènes recevaient de la part de leurs hôtes (autochtones Baoulé) des parcelles situées dans les zones inondées (bas-fonds) jugées impropres à la culture du café et du cacao. Les autochtones Baoulé étaient très réticents à la culture du riz, puisque comme le dit RUF François (2010):

« *Les Baoulé ne sont pas des oiseaux pour manger du riz* ».

Cependant, avec la crise du café et du cacao et la chute des revenus monétaires l'intérêt pour la culture du riz devient de plus en plus croissant chez ces peuples. HAUHOUOT (op. cit.) explique que les superficies rizicoles ont connue une forte croissance à ce jour à Daoukro notamment avec l'appui de l'Etat à travers les actions de la SATMACI en 1965 et de la SODERIZ en 1970 en vue de l'augmentation de la production intérieure et de la baisse sensible des importations. Les sources fournies par les statistique agricole depuis 1947 jusqu'à 2001 indiquent que les parcelles ouvertes par les allogènes mossi ne représentaient à peine que 7,5% des superficies de cacao et 8,7% de celles de café du département en 1947. Elles sont passées à 9,12% des parcelles de caféiers et 20,75% de celles de cacao en 1975. En 2001, les superficies de riz représentaient 81% de celle de cacao et les superficies de café sont descendues en deçà de celles du riz. Par ailleurs, notre enquête révèle qu'environ 63% des paysans interrogés possèdent une parcelle de riz. Par contre moins de 17% d'entre eux s'intéressent au café et moins de 50% au cacao. Ces chiffres témoignent de l'intérêt de la culture du riz dans la région.

III - Des systèmes d'exploitation et des structures sociales en pleine mutation

1 - Des systèmes d'exploitation tournés vers l'intensification agricole

Antérieurement à l'introduction de l'économie de plantation à Daoukro, les systèmes d'exploitation privilégiaient l'itinérance à base de

longue jachère. L'igname était à la base d'une rotation culturale comportant de nombreuses espèces vivrières. Après la quatrième année où les dernières cultures généralement constitué de manioc sont récoltées il s'ensuit une longue période de jachère allant de 8 à 12 ans. Aujourd'hui, avec la rareté des terres cultivables, les jachères sont réduites et les paysans reviennent le plus rapidement possibles sur des terres qui n'ont pas terminés leur processus de régénération traditionnelle.

La raréfaction des terres cultivables à été favorisé par l'introduction de l'économie de plantation marquée selon LEONNARD (op. cit.) par l'appropriation des terres dans un contexte de forte concurrence qui se caractérise par l'ouverture de vastes plantations. L'impossibilité des paysans d'entretenir ces vastes plantations du fait du caractère rudimentaire des instruments de production, de la raréfaction relative de la main-d'œuvre et de la faible utilisation des intrants chimiques a contribué au gaspillage de la forêt. Aujourd'hui de nouveaux systèmes s'imposent aux paysans dans un contexte de crise foncière et d'adoption de nouvelles cultures. Aux systèmes extensifs développés dans le cadre de la culture du café et du cacao, s'opposent des systèmes intensifs avec la culture d'hévéa et de palmier à huile. Grâce à l'encadrement de l'ANADER et de la SAPH, les plantations d'Hévéa notamment témoignent de la maîtrise de nombreuses techniques agricoles. Les plantations adoptent des formes géométriques avec le respect de l'espacement des plants sur une parcelle. Le paysan utilise de plus en plus du matériel végétal sélectionné, des intrants etc. Compte tenu de la raréfaction des terres cultivables, les plantations ouvertes sont de tailles moyennes. Elles atteignent difficilement les (2) hectares chez la plupart des paysans, qui de surcroît n'ont pas suffisamment de moyens financiers et la main d'œuvre nécessaire pour mettre en valeur les anciens vergers de cacaoyers ou de caféiers. Ces superficies plus réduites que les vastes champs de plus de dix (10) ou vingt (20) hectares de cacaoyers ou caféiers enregistrés autrefois dans la région, sont soumis à un encadrement régulier des services de l'ANADER et plus particulièrement des services de la SAPH du secteur de Daoukro dans le cadre des plantations d'hévéa. Elles rompent d'avec les pratiques qui consistaient à ouvrir de vastes plantations de café ou de cacao juste pour s'approprier la terre. Ainsi, en l'absence de moyens financiers, à la disponibilité de terres cultivables et de main-d'œuvre suffisantes, les paysans ont choisi d'abandonner les pratiques extensives pour des systèmes plus intensifs.

2 - La modification dans l'organisation du travail relative à la disparition de la main d'œuvre agricole

L'ouverture de grandes plantations de caféiers et de cacaoyers avait fait appel à la main d'œuvre salarié. Plusieurs types de modes de faire-valoir

étaient en vigueur dans la région. Il s'agissait notamment du manœuvre payé au mois, généralement logé et nourri par l'employeur, du manœuvre à la tâche utilisé pour les défrichements ou le nettoyage de la plantation, du métayer dont la rémunération se fait en nature (une partie de la récolte, soit la moitié ou le tiers). Le métayage a donné lieu à deux (2) types de contrat. Il s'agit du contrat "Abougnon" (ou le partage de la récolte en deux (2) parts égales) et le contrat "Aboussan" dans lequel le produit de la récolte est divisé en trois (3) parts égales, avec 1/3 pour le ou les manœuvres et 2/3 pour le planteur. Avec la crise du café et du cacao, cette main d'œuvre autrefois abondante et fournie en grande partie par les allogènes est devenue rare. Les contrats « Aboussan » ou « Abougnon » ont presque disparu de même que les manœuvres payés au mois. Notre enquête révèle que seulement 06,48% des exploitants ont conservé ces types de relation de travail. Seul résistent au changement de relation de travail, les systèmes qui consistent à utiliser des manœuvres pour des tâches temporaires de défrichage ou nettoyage des plantations.

3 - La modification des rapports sociaux en faveur des jeunes et des femmes

L'économie de plantation avait renforcé les pouvoirs du chef de famille. En sa qualité de chef de famille, c'est à lui qu'appartient la prise de décision concernant sa famille ou son ménage. Les revenus tirés de la commercialisation du café et du cacao lui permettaient de faire face aux dépenses de l'ensemble du ménage. Son pouvoir économique lui conférait ainsi un rôle social important. Les femmes et les jeunes dépendaient de lui. Mais, depuis quelques années, on observe une modification des rapports au sein de cette société. La crise de l'économie de plantation a fait perdre aux chefs de famille leur pouvoir économique. En effet, pour le paysan, la qualité de planteur ne vaut que par la possession de champs de cacaoyers ou de caféiers. Or, avec la crise de ces deux cultures dans la région, les revenus des chefs de familles ont presque disparu. Leur pouvoir de décision est "remise en cause" par les femmes et les jeunes qui tendent à inverser les traditionnels rapports sociaux à travers une implication de plus en plus accrue dans le vivrier, notamment dans la culture du riz. Autrefois considérés comme des aides familiaux dans les plantations de leurs parents sans rémunération, les jeunes, loin de rechercher un affranchissement de la tutelle de leurs aînés sont à la recherche de nouveaux revenus monétaires pour répondre à la crise de l'économie de plantation. L'adoption de la riziculture par cette tranche de la population a modifié leur statut dans la société. Les revenus tirés du riz ont permis aux jeunes non seulement de manifester leur indépendance économique vis-à-vis du chef de famille, mais également de se substituer à ces derniers. Avec les femmes, les jeunes ont vu leur statut

évoluer. Autrefois “assistés” par le chef de familles, c’est à eux que reviennent les dépenses actuelles de la famille. (TOUJAGUE, 2004) explique à cet effet que :

« La participation financière des épouses s’impose pour faire face aux dépenses courantes et pour se prémunir des risques d’une chute du pouvoir d’achat. Conformément au devoir “nourricier” qui leur est socialement dévolu, les femmes contribuent aux dépenses et en ayant une autonomie financière, accèdent à une reconnaissance sociale. »

Cependant, ce changement de statut économique ne confère ni aux jeunes, ni aux femmes le rôle de chef de famille dans cette société ancrée dans les valeurs sociales traditionnelles. Le chef de famille (l’aîné de la famille), malgré sa situation économique demeure le pilier de la famille à qui revient de nombreuses prérogatives. Les décisions concernant le mariage d’un membre de la famille ou la distribution de l’héritage d’un parent décédé appartiennent à ce dernier. Il en est de même de la location ou de la vente de terre appartenant à la famille.

4 - L’évolution des systèmes fonciers et la naissance de nouveaux types de conflits

L’avènement de la culture de l’hévéa dans le département a donné lieu à la vente anarchique des terres agricoles. Inspirés par le succès de l’hévéaculture dans les régions du sud de la Côte d’Ivoire, de nombreux cadres et fonctionnaires⁸ du département vont rechercher des terres pour s’investir dans la culture de l’hévéa. Notre enquête révèle deux modes d’acquisition de terre agricoles dans le département. Dans le premier cas, il s’agit d’une vente définitive de la parcelle de terrain au demandeur. Le terrain ainsi vendu devient la propriété de l’acquéreur qui décide de sa mise en valeur avec la culture de l’hévéa. Dans le second cas, nous assistons à une sorte de faire-valoir indirect sur la parcelle du propriétaire. Ici, le propriétaire de terrain propose à l’acheteur la création de plantation d’hévéa dont une part du champ appartiendra au propriétaire et l’autre part à l’acheteur. Le demandeur de terrain, qui a les moyens financiers aura la responsabilité de créer et d’entretenir les parcelles d’hévéa jusqu’à maturité (l’âge de la saignée des plants) avant de céder définitivement la part du propriétaire et de bénéficier des droits exclusifs sur la parcelle qui lui revient selon l’accord qu’il a conclu avec son propriétaire. Ce dernier cas a l’avantage de permettre au propriétaire de terre dont les moyens sont limités d’acquiescer une plantation d’hévéa.

⁸ - Des cadres et fonctionnaires originaires ou non du département achètent des terres auprès des populations rurales pour la culture de l’hévéa. Il s’agit généralement de fonctionnaires exerçant dans le département.

Dans les deux cas la vente ou l'acquisition de terrain se fait selon un mode traditionnel qui est souvent source de conflit.

Avec la chute du café et du cacao l'on a observé une forte émigration de la population autochtone vers les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Celle-ci abandonnait ainsi, les vergers devenus vieux et non productifs sur des terres jugées désormais pauvres au développement du café et du cacao. Cependant, avec la pression foncière observée dans les régions d'accueil (Sud-Ouest) et les nombreux conflits fonciers qui en résultent, la tendance pour les populations de l'ancienne boucle du cacao surtout les jeunes, est au retour sur leur terre, qui expérimentent désormais de nouvelles cultures de rente aussi rentables que sont l'anacarde, le palmier à huile et surtout l'hévéa. A leur arrivée, ces jeunes éprouvent de nombreuses difficultés pour accéder à des terres, qui ont été vendues de manière irrégulière et anarchique à des cadres et fonctionnaires locaux ou non, pour la culture de l'hévéa.

Conclusion

La crise du café et du cacao dans l'ancienne Boucle du cacao et singulièrement à Daoukro a favorisé l'introduction de nouvelles plantes pérennes en vue de redynamiser l'économie de la région. L'ouverture des plantations d'Hévéa, de Palmier à huile, d'Anacarde de Teck et le développement de la riziculture ont fait reculer d'avantages les superficies de café et de cacao contribuant ainsi à la modification du paysage agraire. Cette transformation agraire s'accompagne dans la plupart des cas d'une modification des systèmes d'exploitation orientés de plus en plus vers l'intensification agricole et un changement du rôle économique et social des jeunes et des femmes.

Reference Bibliographique:

- AFFOU Y. et TANO K. (1988) : « La boucle du cacao en Côte d'Ivoire : une situation migratoire inversée », communication aux 3ème journées démographiques de l'ORSTOM, Paris, 20-22 septembre 1988, 12 p., [En ligne], disponible sur le World Wide Web: http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_6/colloques2/34597.pdf consulté le 12 juillet 2011.
- AVENARD J. M. et al. (1971) : Le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, Mémoires ORSTOM n°50, Paris, 391 p.
- BENVENISTE C. (1974) : La boucle du cacao en Côte d'Ivoire, Etude Régionale des Circuits de Transport, travaux et Documents de l'ORSTOM n° 31, Paris, 216 p.
- DIAN B. (1978) : Aspect géographique du binôme café-cacao dans l'économie ivoirienne, Nouvelles Editions Africaines, Abidjan-Dakar, 95 p.

- DIAN B. (1982): L'économie de plantation en Côte d'Ivoire forestière, Doctorat d'Etat es-lettres, Tome 2, 791 p
- DIAN B. (1994) : « Plantations paysannes et développement dans le sud-est forestier : l'exemple du département d'Adzopé », in Bulletin Association Géographie Française, N°415-416, pp. 105-115
- LEONARD E. « Crise écologique, crise économique, crise d'un modèle d'exploitation agricole : Ajustement et recomposition sociale sur les anciens fronts pionniers ivoiriens », in CONTAMIN Bernard et MEMEL-FOTE Harris (Eds.), KARTHALA-ORSTOM, Paris, 1997, pp. 393-413.
- HAUHOLOT, A. (2002) : Développement, Aménagement, Régionalisation en Côte d'Ivoire, EDUCI, 359 p.
- TROUCHAUD J.P. (1968) : « Essai de Division Régionale en Côte d'Ivoire », Document de travail, ORSTOM Sciences Humaines, volume I, n°8, Abidjan, 152 p.
- KANOHIN F. et al. (2009) : Impacts de la variabilité climatique sur les ressources en eau et les activités humaines en zone tropicale humide: cas de la région de Daoukro en Côte d'Ivoire, EuroJournals Publishing, pp.209-222 disponible sur www.africabusinessmarket.com/fichier/1290511634impact.pdf consulté le 01/12/2011.
- MINAGRA (Avril 2002) : Monographie du département de Daoukro, APPL – PNGTER, 175 p.
- Ministère de l'Economie et des Finances (2005) : La Côte d'Ivoire en Chiffre, Edition 2007, 222 p.
- RUF F. (1995): Booms et crises du cacao : les vertiges de l'or brun. Ministère de la Coopération, CIRAD-SAR et KARTHALA, 455 p.
- RUF François (2010) "Les Baoulé ne sont pas des oiseaux pour manger du riz", Anthropology of Food [En ligne], disponible sur le World Wide Web : <http://aof.revues.org/index6686.html>, consulté le 26 Mars 2013.
- TUJAGUE L. (2004) : « Le maraîchage en économie de plantation : une alternative à la crise sociale et économique ? Le cas de la tomate dans la région d'Abengourou en Côte d'Ivoire », in Afrique contemporaine-Eté 2004, pp. 171-190.